

Contribution d'Émancipation au CDFN de mai 2026

La situation est marquée au niveau mondial par une accentuation des politiques réactionnaires orchestrée par le capital pour maintenir son taux de profit :

- hausse continue des budgets militaires pour préparer de nouvelles guerres
- démantèlement des réglementations sociales et écologiques existantes, allant jusqu'à vider de leur substance ou menacer l'existence d'organisations internationales.
- recul des droits démocratiques pour les pays où il en existe encore

La possibilité d'une nouvelle crise économique mondiale, d'une ampleur comparable voire supérieure à celle de 2008, pourrait amener – si les organisations du mouvement ouvrier et syndical ne les combattent pas – les gouvernements à lancer des plans d'austérité massifs au nom de la "crise de la dette publique", "dette publique" qui n'est pas celle des travailleur.es mais qui est plutôt causés par les exonérations massives fiscales et / ou de cotisations sociales massives pour le patronat.

Y compris des pays impérialistes pourront être violemment touchés par des plans d'austérité, déjà imposés dans les années 2000-2010 aux pays dominés ou affaiblis économiquement comme la Grèce.

Pour les imposer, les classes dominantes peuvent décider le recours à des pouvoirs autoritaires et / ou à des forces politiques d'extrême droite, portant des coups encore plus importants aux droits sociaux et démocratiques. En France, le projet de nouveau régime d'exception ("état d'alerte de sécurité nationale") dans le cadre de la révision de la loi de programmation militaire, en est une étape importante.

En France, il ne se passe pas une semaine sans qu'une nouvelle déclaration ou un nouveau texte ne vienne renforcer la pression militaro/nationaliste : milliards pour des obus, milliards pour un porte avion nucléaire... Les milliards de gels de budget ne sont pas des conséquences de la guerre en cours, comme l'affirme le pouvoir, mais des causes des prochaines, car lorsqu'on fabrique des armes ont finit par les utiliser.

Non seulement tous ces milliards n'iront pas aux services publics et notamment à l'école mais en plus, celle-ci doit sur -ses crédits- prendre en charge la propagande militariste, comme avec les nouveaux programmes et l'obligation d'associer la jeunesse aux commémorations du 11 novembre. C'est la suite logique de l'opuscule **Ma première cérémonie militaire** subventionné par Stérin et par les industriels de l'armement et distribué largement dans les écoles et les collèges, sans grande réaction syndicale.

La militarisation et la guerre sont au programme de la plupart des forces politiques pour les échéances électorales qui s'annoncent. Les principaux candidats propulsés par les médias nationaux possédés par des milliardaires, proposent un choc d'austérité : supprimer massivement des postes dans les services publics et attaquer le statut général de la Fonction publique, déstructurer le Code du travail, accentuer la xénophobie d'Etat, reculer encore l'âge de départ à la retraite voire introduire la capitalisation pour liquider le système de retraites conquis en 1945.

Dans ce contexte, il est nécessaire pour le syndicalisme, de combattre les illusions électoralistes et parlementaristes : il n'y a pas d'issue progressiste dans le cadre de la 5^e République et du capitalisme. Si le mouvement ouvrier n'est pas indifférent aux résultats des élections, la plupart des conquêtes sociales et démocratiques ont été arrachées par les luttes sur le terrain, par la mobilisation auto-organisée partant de la base.

Les directions syndicales, y compris au niveau interprofessionnel, ont fait preuve d'une grande passivité face à la politique d'austérité et de militarisation mises en place par Macron et son gouvernement tout au long de l'année scolaire. L'intersyndicale après le succès de la journée d'action du 18 septembre (grâce à la dynamique du mouvement "Bloquons tout" avec lequel elle a refusé de construire des convergences), a mis fin à la mobilisation avec un pseudo ultimatum pour le 02 octobre, puis s'en est remise au débat parlementaire, refusant ainsi de donner des perspectives de lutte. En mars, elle a ignoré les potentialités de lutte portées par la "Semaine noire/Bloquons Tout". Elle s'est limitée à un appel à la grève tardif et sans perspective prenant date pour le budget 2027 fin mars alors que, dans l'éducation, un nombre notable d'écoles et d'établissements s'étaient mobilisés depuis janvier sur les dotations horaires, l'éducation prioritaire et contre la priorité budgétaire pour l'armée visant à militariser les corps, les esprits et la société, autant d'éléments du budget 2026.

A propos du budget et de la "baisse démographique"

Le ministre Geffray multiplie les interventions centrées sur la baisse démographique, évoquant même une "vague sismique" d'ici 2035. Le ministère a usé du même argument pour justifier la suppression de près de 4000 postes dans le budget 2026, qui a provoqué la mobilisation des personnels et de leurs organisations syndicales.

Il a ainsi lancé une concertation nationale sur la *"baisse démographique et l'anticipation de l'évolution de l'offre scolaire"* ajoutant que *"cet enjeu prospectif doit être largement partagé"*. Et une expérimentation dans 18 départements (dont les Hautes Alpes), où les services de l'État, les collectivités territoriales et les syndicats sont invités *"à partir d'une projection démographique pluriannuelle, à travailler ensemble leur carte scolaire"*.

Il n'y a pas besoin d'"expérimentations" pour constater que la meilleure réponse à la baisse démographique, c'est la baisse du nombre d'élèves par classe. En réalité le ministère entend bien entendu faire accompagner de futures suppressions de postes, avec en toile de fond le budget 2027 qui fait la part belle aux dépenses militaires (+6,5 milliards) et qui implique des mesures d'économies.

Sous couvert de baisse démographique, il cherche via l'expérimentation dans les 18 départements à fermer des écoles et établissements, à faire fusionner des écoles, des écoles et des collèges (voire des lycées), et à autoriser des organisations variables selon les territoires. Il est très probable que cette "expérimentation" sera ensuite généraliser pour renforcer l'offensive actuelle contre l'école publique. De même, le ministère envisage un partenariat public/privé, pour renforcer l'idée que l'école privée serait indispensable pour assurer des missions de service public.

Ces manœuvres se produisent alors même que les scandales autour de la réalité de l'enseignement privé avec ses cortèges de maltraitance se poursuivent, et que la situation du péri-solaire (notamment à Paris) montre l'urgence de personnels titulaires et correctement formés. Il n'est pas surprenant que dans cette optique, le ministère refuse toute titularisation des AESH.

Il est donc nécessaire de condamner les objectifs de la concertation menée par Geffray ainsi que l'expérimentation dans les 18 départements, de quitter ces discussions, et d'exiger du ministère qu'il renonce à ces projets.

